

## Le Congrès national africain s'approche de la victoire absolue

Avec un peu plus de 65% des bulletins dépouillés, le Congrès national africain semblait, hier, six jours après les élections, bien parti pour une victoire absolue. Alors que l'annonce des résultats avait hier repris à partir du décompte manuel - le décompte informatique ayant été abandonné pour cause de «piratage» (*Libération* du 5/5/94) -, l'organisation de Mandela totalise 64,9% des suffrages, tandis que le Parti national de De Klerk est retombé à 20,1%.

Tout dépend désormais de l'issue du vote dans le Natal. Toujours en retard sur le reste du pays, le décompte d'une moitié des 4,5 millions de votes dans cette région confirmait, hier, l'avance acquise par l'Inkatha. Tandis que l'organisation de Buthezi caracolait hier à 57,3%, l'ANC mise sur le dépouillement des votes des townships urbains autour de Durban - son fief - pour renverser la vapeur. Parallèlement, les deux formations ont hier poursuivi leurs tractations sur un certain nombre d'urnes soupçonnées d'avoir été bourrées par l'Inkatha. De l'issue de cette bataille dépend la capacité de l'ANC à franchir le seuil des 66% qui lui permettrait de réécrire, seul, la Constitution.

C.M. (Johannesburg)

## En Allemagne, pouvoir et justice s'opposent sur l'usage du hasch

L'ivresse n'est pas un droit en Allemagne, a rappelé hier le ministre de la Santé Horst Seehofer, une semaine après le jugement de la Cour constitutionnelle dépenalisant la consommation de haschisch en «petites quantités». Entré en campagne pour les législatives d'octobre, le gouvernement Kohl n'a pas du tout apprécié l'emballement des médias qui ont présenté ce verdict comme faisant de l'Allemagne un gigantesque fumerio. Ces commentateurs sont «faux» et «inquiétants» pour les parents d'enfants, a martelé le ministre, membre du très conservateur parti chrétien-social (CSU) bavarois. Horst Seehofer a rappelé que la cour n'avait pas aboli la loi déclarant le cannabis illégal, et révenu: «Celui qui pense qu'il ne risque plus d'être poursuivi pour avoir consommé du haschisch n'a pas lu le jugement ou bien le déforme dans le sens qui l'arrange.»

Réunis hier pour tenter d'harmoniser la «petite quantité» de cannabis tolérée, les ministres de la Justice des seize Etats fédérés ont reporté toute décision à octobre tant les divergences sont grandes entre les Länder «libéraux» qui ferment les yeux jusqu'à 30 grammes de hasch et les Länder répressifs, comme la Bavière ou le Brandebourg, qui sanctionnent à partir de 0,5 gramme.

L.M.

## Massacre de Nankin: Pékin déplore les propos japonais

La Chine a vivement réagi hier contre ce qu'elle appelle les «distorsions de l'Histoire» lancées par le nouveau ministre de la Justice japonais, Shigetō Nagano. Celui-ci qualifiait, mercredi dans le *Mainichi Shimbun*, le massacre par l'armée impériale japonaise de centaines de milliers de civils chinois, à Nankin en 1937, de «fiction». «Nous sommes indignés», s'est insurgé Pékin en demandant à Tokyo de «traiter sérieusement cette question dans l'optique de sauvegarder les relations bilatérales». Selon Pékin, 300 000 civils de Nankin ont été massacrés sur ordre de Tokyo en décembre 1937. Le tribunal de guerre de Tokyo (1948) évaluait quant à lui à 155 000 le nombre des victimes. «Je pense que le massacre de Nankin et tout le reste ne sont que supercherries», a déclaré Nagano en affirmant: «Je me trouvais à Nankin immédiatement après.» Ancien chef d'état-major, Nagano n'est en fait arrivé à Nankin que trois ans et demi plus tard. Ses remarques, «non appropriées», ont été désavouées par le Premier ministre, Tsutomu Hata, actuellement en visite à Paris. «A mon avis, les actions passées (du Japon), qu'il s'agisse de l'agression ou du régime colonial, ont causé d'insupportables souffrances et du chagrin pour beaucoup de gens», a déclaré Hata, reprenant la position officielle du Japon sur cet épisode.

R.F.

## L'HISTOIRE

### Prince sans rire...

Est-ce une gaffe ou une volonté délibérée? Le jour même des élections locales en Grande-Bretagne, le prince Charles s'est en tout cas retrouvé hier au beau milieu d'une rageuse controverse politique. Le futur héritier du trône d'Angleterre s'est vu accuser par plusieurs députés travaillistes d'avoir quelque peu enfreint son devoir de «neutralité politique» en prenant des positions «très proches de celles des conservateurs». Au cours d'un discours à la veille, le prince avait en effet souligné qu'il n'avait aucune envie «d'être politiquement correct», tout en accusant les «théoriciens et bien pensants à la mode d'être à l'origine du malaise de la Grande-Bretagne». Il faut faire confiance à notre bon sens et aux valeurs traditionnelles, avait-il ajouté en substance, défendant notamment le droit de donner une claque aux enfants turbulents. Aussitôt, plusieurs voix se sont élevées du côté du Labour pour trouver que l'intervention royale avait de nombreuses similitudes avec le programme de «retour aux valeurs traditionnelles» défendu par le Premier ministre John Major. Et cela donc vingt-quatre heures avant un scrutin déterminant. Devant le tollé, Buckingham Palace a toutefois souligné «qu'il s'agissait là du point de vue personnel (de Charles) et de rien d'autre».

## LE CHIFFRE

**7** condamnations à mort par jour en Chine en 1993

Les condamnations à mort et les exécutions en Chine n'ont jamais été aussi nombreuses qu'en 1993, affirme dans son dernier rapport l'organisation Amnesty International, qui a recensé au moins 2 564 condamnations à mort et 1 419 exécutions l'an passé. «Ces chiffres sont probablement en deçà du nombre réel, considéré comme un secret d'Etat», écrit Amnesty. Les exécutions se font généralement par paquets. C'est ainsi que 140 personnes ont été exécutées le 25 novembre dans la province du Henan. Amnesty relève que les autorités prélèvent des organes sur les personnes exécutées sans le consentement des condamnés.

## ITALIE

# Les néofascistes italiens au ban de l'Europe

Le Parlement de Strasbourg a exprimé sa défiance face à la venue au pouvoir de l'Alliance nationale.

L'affaire secoue l'Italie: le Parlement européen, dans une résolution votée mercredi soir à Strasbourg, «exige que les membres de l'Union européenne fassent connaître très clairement au président de la République italienne que son gouvernement devra être fidèle aux valeurs fondamentales qui ont présidé à la fondation de la Communauté européenne». Adopté par une voix de majorité, ce texte demande implicitement que les néofascistes de l'Alliance nationale ne participent pas au futur gouvernement Berlusconi. Les quotidiens italiens faisaient hier leur une sur cette motion: «L'Europe dit non aux ministres fascistes», titrait la *Stampa* et le *Corriere della Sera*. «L'affaire Italie» éclate», selon la *Repubblica*, dont l'éditorial relève que «jamais un des Etats fondateurs de l'Europe ne s'était trouvé dans une situation aussi douloureuse et humiliante d'isolement international». Le chef de l'Etat italien a sèchement répliqué que son pays n'avait de leçon à recevoir de personne: «La fidélité de l'Italie aux valeurs et aux principes qui sont à la base de la Constitution de l'Europe est indiscutée et n'a pas besoin de rappels à l'ordre», selon le président Oscar

Luigi Scalfaro. De son côté, la majorité de droite s'indignait de cette ingérence des eurodéputés dans leurs affaires intérieures.

A l'origine de la motion, Jean-Pierre Cot, le président du groupe socialiste à Strasbourg, précisait que son groupe avait décidé de n'avoir aucun contact avec les éventuels ministres néofascistes et refuserait de voter l'investiture d'une commission qui comprendrait un commissaire issu de l'Alliance nationale. L'Alliance nationale, dont le leader Gianfranco Fini a déjà entamé une offensive diplomatique pour légitimer son mouvement, a dépêché hier à Strasbourg son responsable des relations internationales: Gustavo Selva, un ancien eurodéputé démocrate-chrétien, a expliqué que «le fascisme est né, a vécu et est mort avec Mussolini». Bref, que l'Alliance n'est «ni néofasciste, ni réactionnaire» et qu'il faut «dégonfler la baudruche du danger fasciste». Pourtant, il estime que «tout le fascisme n'a pas constitué une grossière erreur». Certes, «une grande erreur s'est transformée en une grande horreur, l'antisémitisme. Bien que sur ce plan-là, il faudra approfondir les études».

J.Q. (à Strasbourg)

## BOSNIE

# Colère à Sarajevo contre le représentant de l'ONU

Yasushi Akashi a ordonné à la Forpronu d'escorter des chars serbes à travers la zone d'exclusion.

Sarajevo (envoyé spécial)

Les violations «ordinaires» par les forces serbes bosniaques de la «zone d'exclusion» autour de Sarajevo instaurée par l'ultimatum de l'Otan du 20 février se comptent désormais par dizaines. Cette fois-ci, c'est la Forpronu elle-même qui a escorté quatre chars serbes à l'intérieur de cette zone de 20 km pour leur permettre de rejoindre un autre front en fonction d'un accord verbal» passé par Yasushi Akashi, le représentant du secrétaire général de l'ONU dans l'ex-Yougoslavie avec les dirigeants serbes bosniaques lors de sa visite mardi dans leur «capitale» de Pale près de Sarajevo.

Les deux chars serbes retirés de l'enclave de Gorazde, sont arrivés avant-hier à l'entrée de la zone d'exclusion autour de Sarajevo. Déjà, la veille, mardi, un T 34 avait été bloqué par des Casques bleus français. Cette fois-ci, les soldats serbes ont insisté pour continuer, affirmant avoir l'accord de la Forpronu. Aussitôt informé de l'incident, le chef d'état-major des Casques bleus pour la Bosnie a téléphoné à son homologue serbe bosniaque, le général Milanovic, qui lui a confirmé qu'un accord avait bel et bien été passé la veille, au plus haut niveau. Les deux porteurs de chars s'ébranlaient peu après, escortés par les Casques bleus pour se rendre vers Trnovo, au sud du mont Igman, hors de la zone d'exclusion, où les Bosniaques auraient massé d'importants renforts. Deux autres chars ont suivi le

même itinéraire dans la nuit de mercredi à jeudi, et hier après-midi.

«La zone d'exclusion a été instaurée pour arrêter les bombardements sur Sarajevo: ces chars venant de l'extérieur de la zone pour en ressortir aussitôt, sous notre contrôle, ne menaçaient rien la ville», assurait hier, manifestement gêné, le commandant Eric Chaperon, porte-parole de la Forpronu. En échange du passage de sept de leurs chars, les Serbes auraient concédé à Akashi et au général de la Presse, le déploiement d'observateurs des Nations unies dans le corridor de Brcko, au nord de la Bosnie, et la poursuite de leur route vers l'enclave de Gorazde de Casques bleus britanniques, 168 hommes et 61 véhicules bloqués depuis cinq jours dans les territoires sous contrôle serbe. Ils ont dû néanmoins rapatrier à Sarajevo une partie de leurs munitions et tous les appareils photo personnels des soldats. Face à l'émotion suscitée par cette affaire, le quartier général de la Forpronu à Zagreb a finalement annoncé que les chars restants ne pourraient pas passer «car la procédure fixée n'a pas été respectée».

La réaction bosniaque a été rapide: en début d'après-midi, un communiqué de la présidence mettait directement en cause le représentant de l'ONU, Yasushi Akashi. Le diplomate japonais sera désormais boycotté par les autorités de Sarajevo mais le secrétaire général de l'ONU, Boutros Ghali a réitéré sa confiance à Akashi. Marc SEMO

IRAN. Une Américaine, dant en Iran depuis onze ans, a été flagellée en public et exilée du pays après avoir été accusée d'être livrée à la prostitution. La presse iranienne. Mary Jones aurait avoué son délit, a reçu, deux semaines, 80 coups de fouet.

CAMBODGE. Le roi Norodom Sihanouk a averti hier qu'il pourrait appeler à une aide militaire française, australienne ou américaine pour aider les forces gouvernementales à combattre les Khmers rouges si une solution n'était pas trouvée rapidement. La guérilla communiste occuperait désormais plus de la moitié dans le nord du pays qu'aux élections supervisées par l'ONU en mai 1993.

ALLEMAGNE. Un ex-député communiste sera traduit en procès pour espionnage au profit de l'ex-RDA. Le procureur a annoncé hier le parquet fédéral. Christian Flämig, 74 ans, député au Bundestag de 1963 à 1980, puis député communiste, aurait livré des informations de grande valeur et des documents politiques à la Stasi.

RWANDA. La Mission des Nations unies pour l'assistance humanitaire au Rwanda a suspendu ses opérations vers Kigali, hier, après qu'un appareil est essuyé des tirs à sa vue à l'aéroport. Les combats ont intensifiés hier dans la capitale. Des discussions en vue d'un cessez-le-feu, organisées à Dar es Salaam (Tanzanie), ont de nouveau échoué.

TURQUIE. L'écrivain socialiste Ismail Besikçi a été condamné hier pour «séparatisme par la publication» à trois ans de prison par la Cour de la sûreté de l'Etat. Il a été libéré à la suite d'un article dans le cadre du rapport annuel de l'Association des droits de l'homme (ADH) concernant la situation de la minorité kurde.

SINGAPOUR. Michael Manasse, 18 ans, a subi quatre mois de prison pour possession de canne hier dans une affaire de fraude fiscale à Singapour, où il avait été condamné à six mois de prison pour possession de canne à châtiment corporel pour fraude fiscale. Sa sentence avait été réduite à quatre coups après l'intervention du président américain Bill Clinton.

GRANDE-BRETAGNE. Les restes d'une onzième victime du crash de la Concorde ont été découverts hier dans la province de West Yorkshire, près de la ville de Wakefield. Le propriétaire de la maison de l'horreur de Glastonbury, où se trouvent les restes d'une onzième adolescente, une jeune fille de 16 ans, Charmaine, fille de Catharine Frederick West, disparue à la fin des années 70.

FRANCE-ERYTHREE. Le président Erythrien, Issayas Omereslou, a quitté jeudi Paris pour Asmara à l'issue d'une visite officielle de trois jours en France. Il a été reçu par le président Mitterrand dans un pays où la proclamation de l'indépendance a été proclamée le 24 mai 1993.

ONU. Les Etats-Unis ont réduit de 25% à 30% le financement des Nations unies d'ici à 1996, a annoncé jeudi l'ambassadeur américain à l'ONU, Madeleine Albright.